



**PRÉFET
DES VOSGES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Unité départementale des Vosges

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Epinal, le 18/10/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/09/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CROUVEZIER DEVELOPPEMENT

101 Chemin du Cresson Le Costet Beillard
88400 Gérardmer

Références : S-23-1178RP

Code AIOT : 0006202252

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/09/2023 dans l'établissement CROUVEZIER DEVELOPPEMENT implanté 101, chemin du Cresson Le Costet Beillard 88400 Gérardmer. L'inspection a été annoncée le 12/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection qui fait l'objet du présent rapport s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôles de l'inspection des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CROUVEZIER DEVELOPPEMENT
- 101, chemin du Cresson Le Costet Beillard 88400 Gérardmer
- Code AIOT : 0006202252
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'exploitation est spécialisée dans l'ennoblissement textile. La visite d'inspection qui fait l'objet du présent rapport s'est appuyée sur :

- l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 2640/2008 du 13/08/2008 ;
- l'arrêté ministériel du 03/08/2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Alimentation en combustible	Arrêté Préfectoral du 13/08/2008, article 4.1.4	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
10	Cuvettes de rétention, compatibilité des produits associés	Arrêté Préfectoral du 13/08/2008, article 2.2.3.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	8 mois
13	Alimentation en combustible, vannes de coupure automatiques	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Annexe I, article 2.13	/	Mise en demeure, respect de prescription	11 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Manutention, préparation des bains	Arrêté Préfectoral du 13/08/2008, article 2.1.1	/	Sans objet
2	Contrôle de flamme	Arrêté Préfectoral du 13/08/2008, article 4.1.4	/	Sans objet
4	Rejets à l'atmosphère (autosurveillance)	Arrêté Préfectoral du 13/08/2008, article 5.4	/	Sans objet
5	Rejets à l'atmosphère (valeurs limites et conditions de rejet)	Arrêté Préfectoral du 13/08/2008, article 3.2	/	Sans objet
6	Bilan de fonctionnement de la station d'épuration	Arrêté Préfectoral du 13/08/2008, article 2.4.3	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Contrôles trimestriels	Arrêté Préfectoral du 13/08/2008, article 2.4.2.2	/	Sans objet
8	Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 13/08/2008, article 2.4.2.1	/	Sans objet
9	Caractéristiques des rejets	Arrêté Préfectoral du 13/08/2008, article 2.3.1	/	Sans objet
11	Cuvettes de rétention, volume	Arrêté Préfectoral du 13/08/2008, article 2.2.3.2	/	Sans objet
12	Stockage du chlorite de sodium	Arrêté Préfectoral du 13/08/2008, article 2.1.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitation est assurée avec rigueur et volontarisme quant aux enjeux environnementaux. L'inspection a mis en avant que la compatibilité des différents produits chimiques utilisés doit être étudiée plus finement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Manutention, préparation des bains

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/08/2008, article 2.1.1
Thème(s) : Risques accidentels
Prescription contrôlée : (...) Les opérations de préparation des bains de traitement sont effectuées soit dans des machines étanches, soit sur des aires formant rétention susceptibles de retenir les liquides concentrés utilisés. (...)
Constats : L'inspection a constaté que les mélanges sont préparés sur des aires formant rétention.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Contrôle de flamme

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/08/2008, article 4.1.4
Thème(s) : Risques accidentels
Prescription contrôlée : Les appareils de combustion comportent un dispositif de contrôle de la flamme. Le défaut de son fonctionnement doit entraîner la mise en sécurité des appareils et l'arrêt de l'alimentation en combustible.
Constats : L'inspection a pu vérifier par sondage l'existence et le fonctionnement de ces dispositifs. Sur les flambeuses de la ligne MEZZERA il s'agit de détecteurs optiques qui asservissent une vanne automatique de coupure de l'alimentation gaz. Sur la ligne de séchoirs observée, il s'agit de sondes d'ionisation (5 sondes pour 5 brûleurs).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Alimentation en combustible

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/08/2008, article 4.1.4
Thème(s) : Risques accidentels
Prescription contrôlée : <p>Les réseaux d'alimentation en combustible doivent être conçus et réalisés de manière à réduire les risques en cas de fuite notamment dans des espaces confinés. Les canalisations sont en tant que de besoin protégées contre les agressions extérieures (corrosion, choc, température excessive,...) et repérées par des couleurs normalisées.</p> <p>Un dispositif de coupure manuelle, indépendant de tout équipement de régulation de débit, doit être placé à l'extérieur des bâtiments pour permettre d'interrompre l'alimentation en combustible des appareils de combustion. Ce dispositif, clairement repéré et indiqué dans les consignes d'exploitation, doit être placé :</p> <ul style="list-style-type: none">• dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances ;• à l'extérieur et en aval du poste de livraison du combustible. <p>Il est parfaitement signalé, maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouverte ou fermée.</p>
Constats : <p>L'inspection a constaté que la canalisation interne d'alimentation en gaz de la RAME 1 mériterait d'être davantage protégée. La photographie jointe en annexe démontre que cette canalisation et la vanne (en l'espèce situées à la sortie d'une courbe) peuvent être heurtées par un engin ou être exposées au déversement d'un chargement. Au-delà de résolution de cette situation spécifique (objet de la mise en demeure), il est demandé à l'exploitant de recenser les situations similaires et d'y apporter les correctifs nécessaires.</p> <p>Pour ce qui concerne la vanne de coupure manuelle, l'inspection a constaté son existence dans le poste de livraison mais celle-ci n'est pas signalée.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Rejets à l'atmosphère (autosurveillance)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/08/2008, article 5.4
Thème(s) : Risques chroniques
Prescription contrôlée : L'exploitant fait réaliser au moins tous les trois ans, par un organisme agréé à cet effet par le Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable, une mesure du débit rejeté et des teneurs en oxygène et des teneurs en polluants cités aux articles 3.2.1 et 3.2.2 ci-dessus dans les gaz rejetés à l'atmosphère selon les méthodes normalisées en vigueur. (...)
Constats : L'exploitant a transmis les rapports établis par le bureau de contrôle DEKRA en 2018 et en 2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Rejets à l'atmosphère (valeurs limites et conditions de rejet)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/08/2008, article 3.2
Thème(s) : Risques chroniques
Prescription contrôlée : (...) Au rejet à l'atmosphère, les effluents gazeux provenant des rames de séchage doivent respecter les valeurs limites fixées ci-dessous dans les conditions de marche des installations à pleine charge. (...). Les limites de rejet en concentration sont exprimées en milligrammes par mètre cube (mg/m ³) sur gaz sec, la teneur en oxygène étant ramenée à 3 % en volume pour les combustibles : <ul style="list-style-type: none">• poussières : 150 mg/m³ ;• oxydes de soufre (en équivalent SO₂) : 35 mg/m³• composés organiques volatils (hors méthane): 150 mg/m³ (exprimé en carbone total) ;• oxydes d'azote (en équivalent NO₂): 150 mg/m³. (...)
Constats : L'exploitant a transmis les rapports établis par le bureau de contrôle DEKRA en 2018 et en 2021. Les résultats de 2018 démontrent une conformité totale de l'installation alors que ceux de 2021 présentent des non-conformités (sur le séchoir 3). Ces dernières s'expliquent par la correction du taux d'oxygène à 3 % alors que les relevés démontrent une teneur en oxygène de 20 à 21 %. De facto un coefficient multiplicateur d'environ 20 est appliqué à toutes les mesures 2021, ce qui explique les quelques dépassements. Le bureau de contrôle indique dans son rapport que « Le fort écart entre la concentration en Oxygène de référence et la concentration en Oxygène réel, du fait de l'installation, nous donne une correction des résultats très importante voire aberrante ».

Par ailleurs, les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (parues au journal officiel de l'union européenne le 20 décembre 2022 et auxquelles l'exploitant sera soumis à moyens termes) précisent que les conditions normalisées de mesures des émissions atmosphériques se font sans correction de la teneur en oxygène. Par application de cette prescription, l'exploitant ne dépasse pas les valeurs limites pour ses émissions atmosphériques.

Type de suites proposées : Prescription inadaptée

Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Bilan de fonctionnement de la station d'épuration

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/08/2008, article 2.4.3

Thème(s) : Risques chroniques

Prescription contrôlée :

Conformément à l'article 2.3.1, les données journalières sont consolidées en moyennes mensuelles puis en moyennes annuelles. Avant le 1er avril de l'année n+1, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un bilan de fonctionnement de sa station de l'année. Ce bilan réalisé dans un objectif d'amélioration continue comprend au moins :

- les rejets de la station pour l'année précédente pour tous les polluants mesurés ;
- une explication des résultats obtenus au cours de l'année précédente, notamment en cas de dépassement des valeurs limites définies dans cet arrêté ;
- un état des pollutions accidentelles qui ont eu lieu au cours de l'année précédente et des mesures qui ont été prises pour éviter qu'une telle situation ne se reproduise ;
- un bilan des principaux événements intervenus sur la station au cours de l'année ;
- précédente (travaux, changement de process...) ;
- une liste prévisionnelle des travaux, améliorations prévues pour l'année à venir en tenant compte des nouvelles technologies disponibles en matière de traitement de l'eau.

Constats :

L'exploitant a transmis le bilan 2022 de la station d'épuration. Il relève globalement de bons résultats épuratoires avec une forte progression pour ce qui concerne le paramètre phosphore (régulièrement inférieur à 1 mg/L) grâce à l'ajout de déphosphatant. Il est également relevé des dépassements ponctuels sur le paramètre azote liés à une qualité d'encollage des écus non maîtrisée (ces dépassements n'excèdent pas le double de la valeur tel que prévu par l'article 2.3.1. de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 13/08/2008).

L'inspection partage cette analyse et relève que la qualité des encollages des écus ne peut être déterminée préalablement par l'exploitant.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Contrôles trimestriels

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/08/2008, article 2.4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques
Prescription contrôlée : Quatre fois par an, des prélèvements et des analyses sont effectués au niveau du point de prélèvement prévu à l'article 2.4.1, par un organisme extérieur agréé. Ces analyses portent sur l'ensemble des paramètres visés au paragraphe 2.4.2.1 ci-dessus. Les résultats sont transmis à l'inspection des installations classées dans les quinze jours qui suivent leur réception.
Constats : L'exploitant a transmis les résultats d'analyse attendus (les prélèvements datent des mois de février, mai et juillet 2023). Le détail des paramètres analysés et le respect de la conformité sont évoqués au point de constat n° 9.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/08/2008, article 2.4.2.1
Thème(s) : Risques chroniques
Prescription contrôlée : (...) Les résultats des analyses d'autosurveillance sont transmis mensuellement (trimestriellement pour les métaux) à l'inspecteur des installations classées sous format papier avec tout commentaire utile le cas échéant. Ces données pourront également être transmises sous forme de fichiers informatiques selon les indications données par l'inspecteur.
Constats : L'exploitant renseigne le logiciel de suivi de l'autosurveillance (GIDAF) mensuellement. Le détail des paramètres analysés et le respect de la conformité sont évoqués au point de constat n° 9.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Caractéristiques des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/08/2008, article 2.3.1
Thème(s) : Risques chroniques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>AP, article 2.3.1 (caractéristiques des rejets)</p> <p>(...)</p> <p>Par ailleurs, les effluents en sortie de la station devront satisfaire aux conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- température : < 30°C- 5,5< pH< 8,5- débit : 1178 m3/j- MES : < 32,8 mg/L et flux < 41,2 kg/j- DBO5 : < 30 mg/L et flux < 33,8 kg/j- DCO : flux < 252 kg/j (flux mensuel < 235 kg/j)- NGL : < 10mg/L- AOX : < 1 mg/L- P : < 10 mg/L <p>Les valeurs fixées ci-dessus s'imposent à des mesures réalisées sur des prélèvements moyens, de 24 heures. Dans le cas de prélèvements instantanés aucun résultat ne devra dépasser le double de la valeur limite prescrite. La dilution des effluents est interdite.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a consulté les déclarations d'autosurveillance GIDAF renseignée par l'exploitant et a été destinataire des résultats d'analyse établis par le bureau de contrôle agréé Aspect dans le cadre des contrôles trimestriels.</p> <p>L'inspection constate qu'il peut exister ponctuellement quelques dépassements de faible ampleur sans que cela ne remette en cause la conformité globale des rejets (ces dépassements n'excèdent pas le double de la valeur tel que prévu par l'article 2.3.1. de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 13/08/2008).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Cuvettes de rétention, compatibilité des produits associés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/08/2008, article 2.2.3.2
Thème(s) : Risques accidentels
Prescription contrôlée : Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne doivent pas être associés à une même rétention. (...)
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a admis n'avoir mené aucune démarche d'exploitation des FDS afin de déterminer la compatibilité ou l'incompatibilité des produits qu'il détient alors que ceux-ci sont pour leur majorité associés à la même rétention que forme le bâtiment et in fine la station d'épuration. Par courriel du 02 octobre 2023, l'exploitant a transmis une première étude portant sur ses produits chimiques, leurs dangers et les incompatibilités associées. Il en ressort que certains produits ne sont pas compatibles entre eux (acide/base par exemple).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 8 mois

N° 11 : Cuvettes de rétention, volume

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/08/2008, article 2.2.3.2
Thème(s) : Risques accidentels
Prescription contrôlée : <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention doit être au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none">- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;- dans tous les autres cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres. <p>(...)</p>
Constats : <p>L'exploitant dispose de quelques rétentions dédiées comme pour le chlorite de sodium ou l'eau oxygénée. Pour les autres produits, il part du postulat que c'est le bâtiment qui contiendra les écoulements ; ces derniers étant renvoyés vers la station d'épuration.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Stockage du chlorite de sodium

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/08/2008, article 2.1.2
Thème(s) : Risques accidentels
Prescription contrôlée : (...) Le stockage de chlorite de sodium est en tout temps maintenu à une température de moins de 50 °C, à l'abri de la lumière. Il est placé dans une cuvette de rétention dont le volume est égal au volume du stockage. Il est séparé de tout dépôt de matières combustibles ou inflammables, de toute substance susceptible de réagir avec lui-même, soit par une paroi coupe-feu de degré deux heures, soit par une distance minimale de huit mètres.
Constats : Le chlorite est principalement stocké dans un bâtiment dédié éloigné d'environ 10 m de tout autre bâtiment. Ce stockage de 34 tonnes assure que le chlorite de sodium reste à l'abri de la lumière et stocké à une température inférieure à 50 °C. Un stock tampon d'un mètre cube est disposé en étage dans une cuve double peau. L'exploitant indique qu'il lui reste environ 3 m ³ de chlorite et qu'il ne procédera pas à un remplissage complet de la cuve principale car il envisage à horizon un an de stopper le process associé à ce produit chimique.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Alimentation en combustible, vannes de coupure automatiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Annexe I, article 2.13
Thème(s) : Risques accidentels
Prescription contrôlée : Dans les installations alimentées en combustibles gazeux, la coupure de l'alimentation de gaz est assurée par deux vannes automatiques (1) redondantes, placées en série sur la conduite d'alimentation en gaz. Ces vannes sont asservies chacune à des capteurs de détection de gaz (2) et un pressostat (3). Ces vannes assurent la fermeture de l'alimentation en combustible gazeux lorsqu'une fuite de gaz est détectée. (...)
Constats : L'inspection a constaté l'absence des vannes de coupures automatiques.
Observation : Le délai de 11 mois proposé permettra à l'exploitant de mettre en place la vanne attendue lors de la prochaine fermeture estivale (août 2024). Dans l'attente, l'inspection demande à l'exploitant de proposer un système palliatif. A minima il s'agira sous trois mois de rédiger une procédure assurant la coupure manuelle de l'alimentation en gaz en cas de détection de fuite. Un renforcement de la détection de gaz sera également étudié dans ce cadre.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 11 mois